

ECO-PAS-LOGIQUE

Yeah !
Faut k'ça
chauffe !



« *Change the system, not the climate!* ». Le 12 décembre 2009, 100 000 personnes ont manifesté dans la capitale danoise pour réclamer aux chefs d'États des différentes nations représentées un changement mondial de politique environnementale.

Pendant que les États bourgeois se rejettent tour à tour la faute de l'échec inévitable de cette mascarade, le véritable sommet se déroulait dans la rue avec comme représentants des milliers de manifestants venus de tous les pays. Ce sont eux qui ont incarné la volonté de lutter contre les méfaits de la production capitaliste sur la planète, avec une voix unitaire scandant : « *Planet not profit* » ou « *Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé* ».

La mobilisation a permis d'exposer aux yeux du monde l'hypocrisie des chefs d'États garants des intérêts de leurs industriels nationaux. Les discussions furent menées sous la contrainte du profit et non de l'écologie, les enjeux climatiques furent occultés par la lutte incessante entre grandes puissances et pays émergents voulant asseoir leur domination sur le monde. Il n'y a pas d'illusion à se faire : en France comme partout dans le monde, ces dirigeants nous rendent responsables de la destruction de la planète et nous le font déjà payer (l'écotaxe, le malus écologique, la future taxe carbone ou autres impôts). Du coup le seul point d'accord unanime fut de priver le citoyen de sa liberté de dénoncer les véritables destructeurs de sa planète.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien !

Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr

06 90 73 48 93

Déjà, le 26 novembre, le parlement danois, dominé par les libéraux et les conservateurs avec le soutien du parti d'extrême droite dit du « *Peuple danois* », adoptait une nouvelle loi renforçant les pouvoirs de la police. Le budget répressif de Copenhague 2009 était de 80 millions d'euros (15 000 hommes, un camp de détention provisoire, etc.). La répression brutale s'est soldée par plus de 2700 arrestations, 19 incarcérations et plus de 35 000 plaintes déposées contre la police.

Raphaël

REBELLE !

N° 18 - 13 janvier 2010

0,30 €

SOMMAIRE

Essence - Hayot
- Boissard -
Débat identité -
Expulsion -
Précarité, etc.

SI VOUS VOULEZ UNE

BONNE



ANNÉE

FAITES LA RÉVOLUTION !

Ne nous laissons pas faire

Battons-nous contre l'augmentation de l'essence

Depuis le début du mouvement, en décembre 2008, le LKP continue de dénoncer les marges injustifiées de la Sara sur le prix de l'essence. La grève générale a permis d'obtenir la réduction du prix des carburants à la pompe et à pu offrir l'opportunité aux travailleurs et aux ménages de faire quelques économies.

Mais voilà que la Sara, avec la complicité du gouvernement, veut revenir à l'ancien système où elle pouvait augmenter et abaisser le prix de l'essence en fonction des caprices de ses actionnaires, dont Total est le principal. Ce dernier a réalisé, à lui tout seul, 14 milliards de bénéfices pour l'année 2008. La Sara fait de nombreux profits, en mettant en place un système de spoliation opaque avec la complicité de l'État, sans aucun contrôle.

ARNAQUES

Il est impossible de justifier les bases de calculs sur lesquels repose la fixation des prix, ni de connaître formellement le coût réel des approvisionnements en ce qui concerne le pétrole brut ou le pétrole raffiné. L'origine même de l'approvisionnement reste mystérieuse ! Sans oublier les différentes composantes du prix : exemple la taxe de récupération des huiles usées, taxe n'ayant toujours pas servi à assurer le service pour lequel elle est destinée ! En par-dessus le marché, la Sara fait payer le prix fort un carburant dilaté sous l'effet de la chaleur, augmentant ainsi ses marges.

Le rapport officiel Bolliet réclamé par l'Etat a confirmé les dénonciations du LKP en affirmant que la Sara réalise des marges surévaluées. Ce rapport laissé dans les tiroirs n'a aucune influence sur leur objectif. Il est clair que leur but est de rétablir la *pwofitasyon* sur le prix des carburants.

La seule façon pour nous de stopper cette lancée est d'exiger, en masse dans les rues

comme le réclame le LKP, le remplacement de la Sara par un vrai service public d'approvisionnement et de distribution des carburants. Cela garantirait la transparence, la qualité et l'accès à un carburant au meilleur coût.

Lina

C'est maintenant qu'il faut réagir

Après une première hausse du prix de l'essence de 6 centimes en septembre dernier, le gouvernement a décidé cette fois de l'augmenter de 4 centimes, et ce malgré les accords du 4 mars et l'opposition de nos élus (c'est dire leur importance...).

Et après, ce sera quoi ? Ils veulent excuser leurs actes en prétextant que nous sommes des privilégiés car ici l'essence est moins chère qu'en métropole. Des privilégiés pendant 6 mois ? Alors que pendant des années la Sara nous a extorqué notre argent avec un nombre inqualifiable de magouilles en tous genres ?

C'est pourquoi, Guadeloupéens, nous devons nous lever contre la *pwofitasyon* et dire non, car sinon ils ne cesseront pas de nous prendre pour des couillons et ils vont continuer à augmenter le prix de l'essence.

Coraline

Et toi ? Pour quoi tu te bats ?

Chaque mois, un jeune raconte ce qui le révolte, le monde dont il rêve...

« Idantité a yo sé VOLÈ ! »

À la demande de Sarkozy, le 25 octobre « un grand débat sur l'identité nationale » était annoncé. Ouvert officiellement le 2 novembre, il est organisé par Éric Besson (ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'intégration et du développement solidaire) et se terminait le 31 janvier... Pour quoi faire ?

En 2002, « le petit Nicolas » est nommé Ministre de l'intérieur, et avec l'aide de ses copains mène une politique sécuritaire musclée. Selon eux, les étrangers seraient à l'origine des malheurs de la France. Le coupable idéal étant désigné, le « débat sur l'identité nationale » est lancé : « *la France tu l'aimes ou tu la quittes* » disent-ils. Tu parles d'un débat...

En fait, ils ratissent des voix sur le terrain du Front National et surtout « le petit Nicolas » et ses copains font en sorte d'être désignés comme les sauveurs.

Repentance

Mais les étrangers ne sont pas la seule cible de nos apprentis sorciers : ils veulent également en finir avec la « *repentance* » (comprenez l'idée que, peut-être, l'État français ne s'est pas toujours bien comporté dans ses colonies). Pour eux, il faut alors souligner le « *rôle positif de la colonisation* » et l'enseigner. C'était en 2005 et heureusement, la mobilisation a mis le projet aux orties.

Car il semble que cette politique n'ait pas porté ses fruits : la cote de Sarko descend, la fin de la récréation a sonné.

En effet, les violences explosent, les ban-

lieux se révoltent, le chômage ne cesse d'augmenter, et à cela s'ajoute une crise économique causée par les banquiers et les industriels amis du président. Nous ne l'entendons pas dire à ceux qui ont causé la crise : « *la France, tu l'aimes ou tu la quittes* ».

Responsables

À la place il cherche à mobiliser tous les français, quelle que soit leur classe sociale, et c'est pourquoi il a lancé ce débat sur l'identité nationale. Il fait en sorte que les travailleurs français ne suivent pas l'exemple des DOM qui n'ont pas eu peur de montrer les vrais responsables de la *pwofitasyon*. Il recrée un sentiment d'appartenance à une « nation », pour faire oublier que si la crise économique est là, c'est à cause d'une minorité qui bénéficie de l'exploitation de la majorité. Il veut permettre aux profiteurs responsables de cette crise économique de s'en sortir en s'appuyant sur ceux qu'ils exploitent, qu'ils puissent continuer leurs magouilles en toute impunité, et qu'à nouveau ils décident de ce qui est bon pour eux, en ne tenant pas compte de nous, et en nous écrasant.

Edmond

Viens débattre avec les Rebelles !
Décembre 1959 : la révolte
des jeunes en Martinique
Jeudi 21 janvier à 17h30
À l'université de Fouillole, côté
Sciences, salles préfabriquées

INJUSTE EXPULSION

Ma grand-mère paie son loyer depuis plus de 40 ans. Elle loue une parcelle de terrain depuis le passage du cyclone Inès. La fille du propriétaire du terrain a envoyé une lettre recommandée disant que ma mamie devait quitter les lieux avant le 31 décembre 2009.

La nouvelle propriétaire utilise comme prétexte le trafic de drogue et les événements violents, et veut soi-disant expulser ma grand-mère pour que sa propriété ne devienne pas un véritable ghetto... *Konsi mami an mwen téka dilé dwog, konsi mami an mwen té on délinkan !* En fait, la propriétaire voudrait reprendre son terrain pour per-

mettre à ses enfants d'y vivre. Ces mêmes enfants, ma grand-mère les a vu grandir, et elle a eu l'occasion de s'occuper d'eux lorsqu'elle travaillait en tant que servante. Mais ma grand-mère n'est pas la seule dans cette situation. D'autres personnes partagent ce même terrain, et ont aussi reçu une lettre provenant de la propriétaire. Ma grand-mère a 85 ans, elle n'est plus toute jeune ! On veut la faire partir maintenant alors que ça fait bien longtemps qu'elle vit là.

Sa pa nowmal ! Sé pwofitasyon !

David

Articles 73, 74, 75, 76, 77, ... UNE SEULE SOLUTION LA LUTTE

La Martinique et la Guyane ont voté contre « l'article 74 », qui donne soi-disant le plus d'autonomie au pouvoir local. Comme à chaque référendum, un paquet de journalistes déçus expliquent que les gens sont un peu têtè et qu'ils n'ont pas donné la « bonne » réponse parce qu'on leur a mal expliqué...

Les seuls « intellectuels » contents sont ceux pour qui « *ce 'non' est un cri d'amour à la France* ». Pour croire un truc pareil, il faut avoir campé avec les pingouins en Antarctique pendant les 12 derniers mois de lutte contre la *pwofitasyon*.

Parmi les déçus, il y a trois catégories. La première : le gouvernement, le Medef et en général les « yo » qui trouvent que « *les antillais profitent déjà trop de l'assistance de la France* » et qui espéraient justifier le désengagement de l'État et la diminution des prestations sociales grâce à la victoire du « oui ». La deuxième, ce sont les élus et les petits chefs locaux qui salivaient à l'idée d'avoir un peu plus de pouvoir.

À ces deux catégories, la population a répondu : premièrement, le peu que la France donne n'est rien à côté de ce qu'elle a pris pendant 400 ans ; deuxièmement, nous ne faisons pas confiance à la coterie de soi-

disant patriotes qui co-pwofitent aux côtés de l'État depuis 30 ans (et mettez-vous à leur place : vous voteriez « oui » des deux mains si les Lurel, Gillot, Chevy, Aldo et consorts vous demandaient de *leur* donner plus de pouvoir ?).

Reste la troisième catégorie. Ceux qui voulaient plus de liberté. À ceux-là, la population a répondu d'une autre façon : environ la moitié n'est pas allée voter. Leur message est : « franchement, on s'en fout un peu ». Et encore une fois, les masses ont raison.

En Guadeloupe, 44 jours de grève ont démontré que la seule force capable de renvoyer les *pwofitan* dans les cordes ce sont les travailleurs salariés. À côté de ça, un bout de statut ne vaut rien. Tout n'est pas réglé, mais c'est ça qui marche. Il faudra recommencer, il faudra faire mieux. Mais franchement : vous croyez qu'il y a un raccourci pour un monde meilleur ?

Hayot se fait de la pub à peu de frais !

Au mois de décembre la famille Hayot s'est affichée dans la presse aux côtés du président de l'université Antilles-Guyane pour annoncer en grande pompe la création d'une fondation commune.

Le Groupe Bernard Hayot (GBH) va donc « généreusement » donner à l'université 150 000 € sur les 5 prochaines années, soit 30 000 € par an.

Il faut savoir que le GBH règne en maître sur l'économie de la Guadeloupe et de la Martinique (voir *Rebelle !* n°8) et que 30 000 € par an, cela représente moins de 0,002% de son chiffre d'affaire, qui s'élève à 1,8 milliard. Par rapport au budget global de l'université Antilles-Guyane, les 30 000 € ne couvrent même pas une demi-journée de fonctionnement. Donner une somme aussi dérisoire ce n'est pas de la générosité, c'est du mépris !

Le pire c'est que de cette manière les Hayot

se payent la possibilité d'intervenir dans les décisions de l'université. En 2010 sera ainsi créé un *Diplôme Universitaire Grande Distribution* (oui, oui, avec les majuscules, *souplé !*).

Diplôme de caissière ?

Qu'est-ce qu'on va apprendre avec ça ? Comment être caissière à 800 € par mois et bien fermer sa gueule ? Ou alors comment arnaquer toujours mieux les consommateurs en vendant des produits hors de prix ?

Delphine

Coup de gueule

Nouveau Commissariat de Boissard

Sé on gwo désèpsyon pou sé moun-la ki karété an géto-la ! Babylon-la yenki pwan plas, non selman pa dèyè sa chimen a yo wou goudroné. Sa ka fè lanné lanné ké yo pa fè pon chimen ba sé moun-la an géto Bwasaw, men y sifi ké yo vin rété la pou chimen la yenki fèt. Sa vrèman dézolan a di, men lalwa lasa mewdik.

Aïda et Nilone

CRISE MONDIALE Sommes-nous sauvés ?



PRÉCARITÉ

NOU TOUT KÉ PWI ADAN SA !

Tout le monde paye les conséquences des contrats aidés...

La mobilisation des contrats aidés continue, pour dire NON à la *pwofitasyon* sur les précaires. Les contrats aidés travaillent comme des bourriques, motivés par de fausses promesses et l'espoir d'avoir un jour un vrai boulot : par exemple 30 h à 32 h de travail au lieu des 26 stipulées par leur contrat, une forme d'esclavage moderne. Et bien sûr, le salaire ne suit pas ! *Lé gwo ka pwofité dè sé la ki ja piti, é yo toujou oblijé nou a ba yo « le si peu » kè nou ni.* Révoltant !

RENTABLE ?

Comment ne pas voir que ce genre de situation contribue à la violence quand des jeunes voient leurs parents suer au travail pour une petite monnaie et aucun avenir.

Comment ne pas voir qu'il serait plus utile et moins coûteux pour la société d'assurer l'emploi, la formation diplômante et qualifiante à chacun, mais que la seule raison pour laquelle on ne le fait pas, c'est que ce ne serait pas rentable pour une minorité de gros. Comment ne pas voir que les seuls à qui profite la précarité sont ces mêmes exploitateurs et les politiciens qui ne se soucient

que de faire artificiellement baisser les statistiques du chômage...

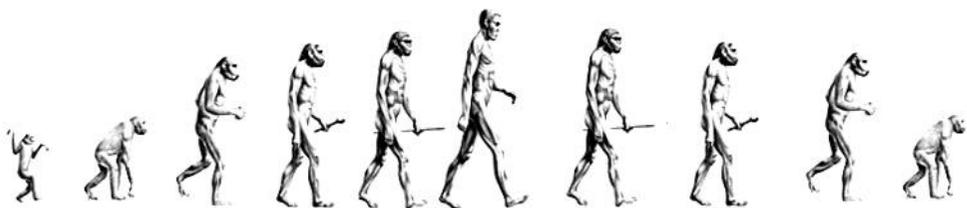
Comment ne pas voir les conséquences : les entreprises ne payent pas de cotisations sociales sur leurs « esclaves » contrats aidés, ce qui aggrave le déficit de la Sécu et conduit à ne plus rembourser les médicaments, à l'augmentation des tarifs de nos mutuelles, etc. À tous les coups nous sommes TOUS perdants !

Comment ne pas voir que tant que ces contrats bidons existeront, légwo toujou ké préféré pwan on moun à 700 € sans charges, plutôt que de créer de vraies embauches : du coup, il n'y a pratiquement plus de contrats à durée indéterminée (les seuls vrais), tous les salariés sont obligés d'accepter des salaires plus bas et bien peu osent encore défendre le droit du travail.

Cette précarité est inacceptable quand des millions sont offerts par les élus et par l'État à des voleurs, des escrocs sans pitié, indifférents à la souffrance de milliers de foyers.

BeautyLMS

Le progrès social selon le Medef



Témoignage d'un jeune ouvrier

PATRON VOLEUR ET GROSSIER

J'ai 22 ans. Je travaille depuis juillet dans une « association »... qui comme son nom ne l'indique pas est en fait une entreprise qui fait du nettoyage industriel et de l'entretien d'espaces verts.

Je suis en « contrat d'avenir », mais je vous le dit : *pa ni pon « avenir » adan sa !*

En juillet je n'ai pas été payé (soi-disant j'étais juste à l'essai à ce moment-là). Le salaire du mois d'août est tombé courant septembre. En fait on est presque toujours payés en retard (jusqu'au 15 du mois, alors que l'argent de l'État avec lequel il doit nous payer arrive sur son compte en temps et en heure !). Les fiches de paye ? La plupart du temps on ne les a pas. Le matériel est défectueux (la voiture des jardiniers n'a pas de freins et n'est carrément pas assurée !)... quand il y en a : *misyé bizwen fè san soti an woch !*

Pani rèsapé

Pendant des semaines, le gars m'a dit que je lui parlais trop dur. Quand je lui réclamaï mes fiches de paye pour pouvoir faire mes démarches, il se fichait de ma gueule, avec ses beaux habits et ses deux voitures, alors que moi je me lève tôt pour être là, au travail, tous les matins ! J'ai compris qu'il ne s'intéresse qu'aux subventions.

Alors j'ai commencé à parler à mes collègues pour les sensibiliser. Certains avaient peur et ne voulaient pas m'écouter. J'étais un peu démoralisé. Comme il y a de l'absentéisme (pas étonnant vu ce qu'on nous paye) et des problèmes d'entente entre certains ouvriers, la direction a convoqué une réunion avec nous. Le gars monopolisait la parole en nous racontant plein de bêtises, alors je lui ai annoncé que je lui avais envoyé un courrier recommandé pour qu'il me



donne les fiches de paye que je lui réclamaï depuis des mois. Et là, le gars a péti un câble.

Misyé jiré manman an nou. Je croyais que j'étais tout seul à en avoir marre, mais je me trompais. Les autres ouvriers n'ont pas pris ça. Ils l'ont traité de voleur et l'ont menacé d'aller aux Prud'hommes.

Désormais, on sent une vraie amélioration : tout le monde a enfin son contrat par écrit, on a reçu les fiches de paye, et le salaire tombe à la date prévue. Comme quoi, il ne faut pas hésiter à protester quand on est dans son droit. Mais tout n'est pas fini : deux camarades refusent de reprendre le travail car leur contrat de travail n'est pas valide. Espérons que la solidarité qu'il y a eu entre nous lors de cette réunion va jouer encore.

J.G.